ELECTIONS LEGISLATIVES --- 23 JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION DE CHARTRES

Ed. DESOUCHES

Député sortant — Conseiller Général

Maire de LUCÉ

Délégué du Conseil Général à la C.O.D.E.R.

Président du Syndicat Intercommunal de l'Agglomération Chartraine (S.I.A.C.)

Président de l'Office Départemental d'H.L.M.

Président de la Société d'Aménagement et d'Equipement d'Eure-et-Loir (S.A.E.D.E.L.)

Membre du Conseil Supérieur des H.L.M.

Vice-Président de l'Union Nationale des Organismes d'H.L.M.

Candidat de la FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Michel CASTAING

Maire de Lèves



CHERS CONCITOYENS, CHERES CONCITOYENNES,

Regrettant de ne pouvoir prendre plus amplement contact avec vous, car je n'utiliserai que les seuls moyens de propagande autorisés après l'ouverture de la campagne électorale, je vous prie d'accepter mes excuses, mais je pense que mes passages fréquents à travers la circonscription de Chartres, afin d'y exercer mes responsabilités électives et administratives, peuvent me dispenser de le faire. Cette présence et le travail en commun avec les Maires m'ont valu une estime et une amitié que renouvelle chaque élection. C'est pour moi un réconfort constant et je remercie le corps électoral de m'avoir, il y a un peu plus d'un an, élu avec 10.000 voix d'avance sur Me Gerbet, candidat unique de la Ve République.

Le Président de la République ayant décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale, pour la cinquième fois en douze ans je sollicite vos suffrages avec mon ami Michel CASTAING, Maire de Lèves.

Pourquoi en sommes-nous là ?

En refusant le dialogue, même avec sa majorité, le gouvernement de M. POMPIDOU en est arrivé à la désintégration interne. De promesses jamais tenues en réformes incohérentes, la France elle-même a été gagnée par la dégradation.

La jeunesse inquiète pour son avenir, irritée devant les solutions sans issue proposées pour sanctionner ses études, s'est lancée avec son impétuosité dans des manifestations de rue, parfois très graves. Le monde ouvrier, fatigué de promesses, atteint par la récession, a suivi.

Les explications du Président de la République sont trop simples et n'apportent rien comme remède au malaise profond qui règne dans le pays. Il faut de toute urgence que les institutions soient adaptées à la République des citoyens libres que la F.G.D.S. proposait l'année dernière et qui est plus d'actualité que jamais.

Nous ne pouvons accepter l'affirmation qu'entre le gaullisme et le communisme, il n'y ait place pour aucune solution. La loi ne peut être celle du « vote bloqué » ou de la soumission permanente. La démocratie et la liberté sont autre chose.

Dix ans de pouvoir personnalisé à l'excès, où la technocratie a fait la Loi, ont conduit le pays dans l'impasse ou le désarroi. Quel est le bilan ?

— 400.000 chômeurs adultes et des dizaines de milliers de jeunes ne sachant pas de quoi demain serait fait ;

— des milliers de logements vides, la crise du logement social s'aggravant tous les jours ;

— Un accroissement considérable des difficultés des masses paysannes, des artisans, des commerçants et des petites entreprises ;

— Des personnes âgées dans la détresse, la Sécurité Sociale démantelée par les Ordonnances ;

— Une surcharge fiscale inadmissible atteignant tous les revenus, même les plus humbles, les retraites les plus modestes ;

— Le refus de revalorisation de la retraite des Anciens Combattants et petits pensionnés ;

— Une récession générale diminuant les salaires et l'activité économique, d'où un abaissement du niveau de vie ;

— La mise en tutelle des collectivités locales et un transfert de charges insupportables pour les budgets communaux ;

— Un aménagement du territoire fait en fonction de la seule région parisienne et au détriment, en particulier, de l'Eure-et-Loir ;

— Des pressions inadmissibles de groupes économiques et financiers ;

— Une Education Nationale soumise à des réformes incohérentes détruisant toute efficacité de l'enseignement. Des classes surchargées et une prolongation scolaire sans organisation préalable.

— Une information radiophonique et télévisée sous contrôle permanent ;

— L'abandon des engagements internationaux, l'isolement de la France, et l'Europe dans l'impasse ;

— Une politique de faux prestige fondée sur une « force de frappe » illusoire et mineure.

L'association capital - travail proposée par le Président de la République n'est qu'une vue de l'esprit dans les circonstances actuelles. Afin de mettre un terme au drame qui risque de ruiner le pays, il faut autre chose.

La F.G.D.S. affirme que seul un gouvernement appuyé sur toutes les forces démocratiques, sans exclusives, peut, par une politique d'expansion et de progrès social, apporter une solution à la crise actuelle.

Il faut abandonner les objectifs imposant des dépenses considérables et se tourner vers les investissements pouvant donner à la France un visage moderne. Parmi les impératifs, il importe de :

* Redonner à nos institutions leur véritable signification
* Mettre en place une fiscalité équitable et humaine
* Donner à l'Education Nationale les moyens de former notre Jeunesse et créer les emplois indispensables
* Développer l'expansion, combattre le chômage
* Revitaliser notre industrie, notre agriculture
* Construire 600.000 logements, dont 350.000 pour les familles aux ressources modestes
* Equiper nos villes, nos communes, en simplifiant les contraintes administratives qui les paralysent
* Supprimer les ordonnances, mettre en place une politique sociale plus juste, plus généreuse
* Respecter les engagements pris envers les retraités, les Anciens Combattants
* Améliorer le sort des personnes âgées, des rapatriés
* Renoncer à la « force de frappe », à la politique de prestige, de grandeur
* Parfaire l'Europe et participer aux réunions internationales dans le respect des traités.

La tâche est immense et ne peut être conduite à bien par un homme seul. Ce n'est que par le concours de tous que notre Pays retrouvera sa prospérité ; encore faut-il que le travail parlementaire puisse se faire dans un climat de compréhension et dans le cadre de solutions acceptables.

La compréhension et le désir de travailler au bien-être de tous doivent donner les moyens de résoudre la crise.

Mon passé, plus que toute autre affirmation, vous assure que telle est ma conviction.

VIVE LA CIRCONSCRIPTION DE CHARTRES !

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

Vu : le Candidat

ED. DESOUCHES.

IMP. IND. ET COM. - CHARTRES